CONVENTION
visant à formaliser les modalités de partenariat entre le Département de Seine-et-Marne
et l'association A.D.S.E.A. 77 - P.I.J.E. pour l'année 2012

ENTRE le **Département de Seine-et-Marne**, représenté par le Président du Conseil général de Seine-et-Marne, dûment autorisé par délibération n° 4/03 du Conseil général en date du 13 avril 2012, ci-après dénommé "le Département",

D'UNE PART

ET **l'A.D.S.E.A. - P.I.J.E. (Association départementale de sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence en Seine-et-Marne - Promotion d'initiatives jeunes pour l'emploi)**, association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 et ayant son siège social : 2 bis rue Saint Louis - 77000 MELUN pour une action se déroulant dans les locaux de P.I.J.E. situés : 28 rue Jean Rostand - 77380 COMBS LA VILLE représentée par Yves LE GAL, Président ci-après dénommée "l'association"

D'AUTRE PART

APRÈS AVOIR RAPPELÉ EN PRÉAMBULE

L'Association départementale de la sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence de Seine-et-Marne (A.D.S.E.A 77), créée en 1944, a pour but d'apporter une aide aux enfants, aux adolescents et aux adultes, handicapés ou en difficulté. L'association est composée de 18 établissements et services, dont "Promotion d'initiatives jeunes pour l'emploi (P.I.J.E;)" qui intervient dans le secteur de l'insertion professionnelle autour de trois axes :

- la qualification des jeunes et des adultes,
- l'accompagnement vers et dans l'emploi,
- l'insertion par l'activité économique.

Par ailleurs, depuis 1993, P.I.J.E a développé une activité d'auto-école associative. Elle propose aux jeunes et aux adultes un accompagnement à la préparation au permis de conduire à l'aide d'une méthodologie renforcé et adapté.

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention détermine les conditions dans lesquelles le Département apporte son soutien financier à l'association par l'attribution d'une subvention de fonctionnement pour ses actions d'insertion sociale et professionnelle dans les domaines de l'apprentissage de la conduite et la mise à l'emploi dans le cadre des ateliers et chantiers d'insertion.

ARTICLE 2 – ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

2.1 – Mise en place d'une action d'apprentissage de la conduite pour les bénéficiaires au R.S.A. généralisé

L'association s'engage à organiser en 2012 **4 sessions de formation au permis de conduire B accueillant chacune 10 allocataires du R.S.A. généralisé**, soit 40 bénéficiaires. Les personnes, toutes allocataires du R.S.A. généralisé, sont orientées par les prescripteurs du territoire dans le cadre de leur contrat R.S.A.. Sur les 40 places disponibles, 20 sont réservées à des personnes en situation d'illettrisme ou connaissant des difficultés de non maîtrise de la langue française. Les bénéficiaires sont alors convoqués à une réunion d'information.

Pour l'apprentissage du code, il est mis en œuvre des stages théoriques intensifs sur 3 mois pour un groupe de 15 personnes à raison de 4 matinées par semaine. L'auto-école organise 3 sessions de 3 h 30 de formation théorique par semaine en matinée. Une session de 3 h 30 de soutien linguistique est organisée chaque semaine en matinée pour les personnes dont le positionnement a laissé apparaître d'importantes difficultés, soit dans l'accès à la langue française, soit dans l'acquisition de connaissances.

Pour l'apprentissage de la conduite, une moyenne de 50 heures (formation pratique) par élève est prévue pour parvenir à la validation de la 4^{ème} étape de la formation nécessaire à la présentation à l'examen pratique du permis de conduire. Par candidat, un à trois cours de 1 h 30 de conduite sont dispensés par semaine en fonction de leur évolution et des disponibilités du planning de l'auto-école et des participants.

Les présentations à l'examen théorique général (code) et à l'examen pratique du permis de conduire sont décidées en fonction de l'évolution de chaque usager dans la formation, de la validation des étapes de la formation pratique et du nombre de places attribuées par la Préfecture. Les élèves sont présentables à l'épreuve théorique générale (E.T.G.) lorsqu'ils réalisent 35 bonnes réponses à trois tests successifs et à l'examen pratique du permis de conduire après validation des quatre étapes de la formation.

2.2 - Intégration des jeunes (16-25 ans) sur les ateliers et chantiers d'insertion

L'association s'engage par ailleurs à intégrer 10 jeunes âgés de 16 à 25 ans répartis sur 6 ateliers et chantiers d'insertion en vue de favoriser leur intégration sur le marché du travail

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DU DÉPARTEMENT

Le Département s'engage à soutenir les activités de l'A.D.S.E.A. 77 – P.I.J.E. dans la réalisation des objectifs fixés à l'article 2 de la présente convention. A cet effet, le Département versera au titre de l'exercice 2012 une subvention d'un montant de **140 000 €** (100 000 € pour l'action d'apprentissage de la conduite et 40 000 € au titre du soutien à la mise en œuvre d'ateliers et chantiers d'insertion pour un public jeune). Le mandatement de cette subvention sera effectué selon les modalités suivantes :

- 40 % à la signature de la convention,
- 30 % au mois de juillet 2012,
- et le solde de 30 % à la remise du bilan final de l'action.

ARTICLE 4 – OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION

4.1 – Utilisation de la subvention départementale

L'association s'engage à utiliser la subvention du Département conformément aux dispositions de la présente convention d'objectifs.

4.2 - Obligations comptables

L'association s'engage à se conformer aux prescriptions comptables relatives aux associations recevant des aides publiques définies par les lois et règlements en vigueur.

4.3 - Contrôle de l'utilisation de la subvention départementale

L'association s'engage à accepter et faciliter tout contrôle de l'emploi de l'aide départementale par les agents du Département mandatés à cet effet.

ARTICLE 5 – MODALITÉS D'ÉVALUATION ET DE SUIVI DE LA CONVENTION

Un comité de suivi composé d'un représentant du Département (Direction de l'insertion et de l'habitat), d'un représentant de P.I.J.E. et de prescripteurs se réunira 5 fois dans l'année :

- avant chaque session afin de sélectionner les bénéficiaires qui intègreront l'action ;
- en fin d'année pour le bilan final de l'action.

Par ailleurs, l'association transmettra en fin d'année le bilan final de l'action et son rapport d'activité annuel.

ARTICLE 6 - RÉSILIATION

En cas de manquement à ses obligations par l'une ou l'autre des parties, la présente convention pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, par lettre recommandée avec avis de réception, moyennant un préavis d'un mois, après une mise en demeure restée infructueuse. La présente convention pourra être résiliée de plein droit et sans préavis par le Département en cas de dissolution de l'association ou pour motif d'intérêt général. La présente convention pourra également être résiliée par l'une ou l'autre des parties à tout moment par lettre recommandée avec avis de réception moyennant un préavis de 2 mois. En aucun cas, la résiliation de la présente convention à l'initiative du Département ne pourra donner lieu à indemnité au profit de l'association.

ARTICLE 7 - RESTITUTION DE LA SUBVENTION DÉPARTEMENTALE

En cas de résiliation de la présente convention, le Département pourra demander à l'association de lui restituer tout ou partie de la subvention attribuée. De même, le Département pourra également exiger restitution totale ou partielle des sommes ainsi versées, si l'association ne les utilise pas en totalité.

ARTICLE 8 - MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant signé entre les parties.

ARTICLE 9 - DATE D'EFFET ET DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une durée d'un an à compter de sa signature par les parties.

ARTICLE 10 - RÈGLEMENT DES LITIGES

Les parties à la présente convention d'objectifs s'engagent à rechercher une issue amiable à tout litige avant la saisine de la juridiction compétente.

Fait en 2 exemplaires originaux, à Melun, le

Pour le Département de Seine-et-Marne

Pour l'association

(nom, qualité du signataire et cachet obligatoires)